



Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

100-101 | 2005

Éducation, religion, état

Les risques du métier une situation d'enquête à Abidjan

octobre-novembre 2004

Éric Lanoue



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/1467>

ISSN : 2114-2203

Éditeur

Association française des anthropologues

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2005

Pagination : 351-363

ISSN : 1156-0428

Référence électronique

Éric Lanoue, « Les risques du métier une situation d'enquête à Abidjan », *Journal des anthropologues* [En ligne], 100-101 | 2005, mis en ligne le 18 novembre 2010, consulté le 21 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/1467>

Ce document a été généré automatiquement le 21 avril 2019.

Journal des anthropologues

Les risques du métier une situation d'enquête à Abidjan

octobre-novembre 2004

Éric Lanoue

- 1 Pour des raisons aisément compréhensibles, les enquêtes sociologiques en temps de conflit, notamment celles consacrées au devenir des systèmes éducatifs et de leurs acteurs, sont rares. C'est pourtant un tel type d'enquête que des circonstances de recherche m'ont conduit à expérimenter en Côte-d'Ivoire. Ainsi, à Abidjan du samedi 9 octobre au lundi 15 novembre 2004, j'ai pu tirer un premier bilan de différentes actions de mobilisation menées autour d'une institution scolaire en péril relatif depuis la tentative de coup d'État de septembre 2002, et recueillir de nombreux récits de chefs de ménages et d'enseignants déplacés du fait de la guerre.
- 2 L'objet de cette relation est de montrer, comment les évolutions imprévues mais non imprévisibles de la situation politico-militaire en Côte-d'Ivoire – une reprise des combats et une mobilisation des milices pro-gouvernementales sur des mots d'ordre de chasse aux Blancs – ont métamorphosé ma posture initiale d'enquêteur en celle de témoin effrayé de violences dirigées contre un collectif – les Blancs, les Français, les étrangers – dont je faisais partie. Ce récit s'appuie sur une chronologie établie pour relier ces débuts d'enquête aux divers événements clés vécus ou observés, de nature politique, scolaire et militaire. Il livre aussi des impressions et des esquisses d'analyse consignées quotidiennement dans un « carnet de terrain ».

Enquête sur l'école ivoirienne et ses acteurs en temps de conflit

L'appel du Nord...

- 3 « Beau sujet, risqué mais faisable ». En France, les marques d'intérêt et d'encouragement à la réalisation de ce projet prévu pour une durée de deux ans ne manquèrent pas, tant de la part de la communauté scientifique française que de divers organismes nationaux et

internationaux volontairement impliqués (le MAE, l'UNESCO). A Abidjan, dès mon arrivée, rien ne vint ternir cet enthousiasme que personne, ni la Coopération française, ni l'UNICEF, et encore moins les Ivoiriens déplacés abordés, ne songea à émousser. Et pour cause : en équipe restreinte depuis les manifestations anti-françaises des 25-28 janvier 2003, le poste d'Abidjan comptait vivement sur une étude universitaire susceptible de conforter, dans la ligne des accords de Linas-Marcoussis, son ambition d'un « redéploiement de l'administration scolaire » en zone sous contrôle des rebelles.

- 4 Fortes de cet appui logistique et financier obtenu, les promesses d'enquête à l'Ouest, au Nord et au Centre de la Côte-d'Ivoire ouvraient de nouvelles perspectives de terrain pour travailler l'idée, envisagée à la fin 2003 sous la forme d'un scénario possible¹, qu'une territorialisation de l'éducation était en cours. En l'absence d'une autorité étatique, quelles sont les formes collectives d'appropriation locales de l'institution scolaire et comment l'école, sans être détruite – c'est la spécificité du cas ivoirien – continue-t-elle à vivre de routines, sur ses rythmes propres ? A Abidjan, l'intérêt porté aux questions éducatives par les bailleurs de fonds – Banque mondiale exceptée² – concernait les zones sous contrôle des rebelles, lesquels n'ont jamais manifesté l'intention d'administrer l'école, ni aucun autre service social. Contre les déclarations du ministre de l'Éducation nationale – en substance : « pas d'éducation pour les enfants des rebelles »³ – l'UNICEF leva l'interdit de l'État en œuvrant à la reconnaissance du droit des enfants ivoiriens à l'éducation scolaire, malgré l'enlisement du conflit. Sous la pression internationale, le ministre fléchit : décision fut prise, à la suite des accords de Linas-Marcoussis et d'Accra III, de « redéployer une administration scolaire minimale » dans les territoires des forces rebelles, de valider l'année académique, de conférer un statut aux enseignants bénévoles, d'organiser des examens de fin d'année scolaire, enfin de prévoir la réunification du système d'enseignement.
- 5 L'acceptation officielle de ce redéploiement n'assurait pas seulement au Nord la présence de fonctionnaires « républicains » mais aussi, et surtout, la reconnaissance des nombreux efforts consentis par les populations pour maintenir à l'école leurs enfants. Associations de parents d'élèves, ONG, notamment l'ONG « École pour tous », enseignants, fonctionnaires ou étudiants bénévoles, s'étaient en effet constitués, là où cela fut possible, en réseaux de protection des écoles avant de décider, en 2002-03, de leur réouverture, sans l'autorisation du ministre de l'Éducation. L'appui international à ces réseaux changea l'image des ONG, des enseignants bénévoles et fonctionnaires actifs. A leur égard, l'accusation de « rebelles », sans disparaître de l'esprit du ministre et des partisans du régime, se fit moins fréquente.
- 6 Sur le terrain, une fois quasi-effectif, le redéploiement d'une administration minimum a eu pour conséquence l'affectation de sept fonctionnaires dans les Directions régionales de l'éducation nationale (DREN), à Bouaké, Man, Korhogo et Odienné, trois formes de prise en charge locale de l'éducation ont vu le jour. La première dans les DREN de Man et de Korhogo où des « comités de pilotage et de sauvegarde de l'année scolaire » se sont peu à peu imposés comme partenaires de l'UNICEF et adjoints aux représentants du gouvernement ivoirien ; la deuxième dans la DREN de Bouaké où un courant de l'ONG « École pour tous », défavorable à la création d'un département de l'éducation dépendant du secrétariat général de la rébellion, a soutenu les fonctionnaires redéployés.
- 7 Cependant, l'échec du processus de désarmement⁴ et les appels à marcher sur Bouaké rendaient sceptique à l'égard des espoirs des bailleurs de fonds. Les chances de réunification du système éducatif étaient minces, les succès d'un droit à l'éducation à

conquérir contre les désastres de la guerre aléatoires. C'étaient là des raisons suffisantes pour enquêter d'abord à Abidjan, auprès de populations déplacées et victimes de guerre.

... et un début d'enquête au Sud

- 8 Dans les communes d'Abidjan, les ONG internationales et nationales pullulent⁵. Leur travail auprès des populations déplacées et victimes de guerre a trait aux conditions de vie matérielle de ces familles pour la plupart recensées par les centres sociaux du ministère de la Solidarité. Combien sont ces familles ? Cela est difficile à dire, cette population est mobile et le ministère a donné la consigne de ne pas communiquer de données sans autorisation du ministre. Seul le HCR dispose de données⁶ sur les personnes « déplacées » et « réfugiées » sans préciser l'orientation des flux ni la répartition des déplacés par commune. Une ONG ivoirienne, IFDG « Initiative familles déplacées de guerre », créée en 2003, m'a mis en contact avec des chefs de ménage déplacés et victimes de guerre, vivant dans le quartier de Koumassi.
- 9 Les familles interviewées étaient en position d'attente, avec des besoins matériels et sociaux de reconnaissance. Elles ont saisi l'objectif de cette microsociologie : non pas « entrer dans les cours et donner de l'argent » mais « entendre des témoignages de victimes ». De plus L'ONG IFDG, enregistrée fin 2003 auprès de la préfecture, de la mairie et du ministère de la Solidarité et des victimes de guerre, a reçu 3 millions CFA⁷ du gouvernement Gbagbo, devant être partagés entre 200 familles membres. Seuls les membres présentant des « microprojets » ont pu en profiter. Ce « don » provient de la solde des ministres des forces nouvelles réfractaires aux conseils des ministres⁸.
- 10 L'échantillon « familles déplacées à Koumassi » est représentatif. Ont été interviewées : des personnes originaires de la région de départ ; des personnes non originaires de la région de départ (exemple un enseignant originaire de Soubré, ville du Centre-ouest ivoirien et affecté à la frontière du Libéria) ; des personnes en activité ou en retraite venant des régions de l'Ouest, du Centre et du Nord de la Côte-d'Ivoire : commerçants, transporteurs, enseignants, fonctionnaires, planteurs, éleveurs ; des personnes des deux sexes, parties seules ou avec leur famille.
- 11 Ces familles, surnommées les « sachets bleus », de la couleur des sacs contenant l'aide alimentaire donnée au centre social, se disent marginalisées. La presse ivoirienne n'évoque jamais leur sort, sinon quand l'aide est détournée. L'enquête a montré le volontarisme de ces familles contraintes de survivre, matériellement et socialement. Le quotidien est fait de dépenses d'énergie, pour manger, être reconnu, scolariser les enfants.
- 12 Les « jeunes patriotes », groupes mobilisables dans chaque quartier ne sont pas intervenus pour entraver l'enquête. Pourtant nos passages à Koumassi étaient quotidiens.
- 13 Les familles déplacées de guerre sont en voie de « réinstallation » à Abidjan. Quand le chef de famille n'est pas fonctionnaire d'État, les femmes jouent un rôle crucial dans la reprise des activités socioéconomiques du ménage, « sans pouvoir exercer tous leurs talents » disent les villageoises. Ces familles rendent la demande sociale d'éducation encore plus vive. Elles posent un problème social et économique aux autorités politiques actuellement incapables, faute de volonté, de leur venir en aide. Sur le plan éducatif, les enfants de déplacés suivent des trajectoires scolaires perturbées : les écoles destinées à les accueillir ont fermé fin 2003 et les élèves ont été incités à regagner leur école d'origine.

- 14 Les moments de l'entretien consacrés au récit du déplacement et à l'espoir de « s'en retourner un jour » ont été douloureux : ces personnes ont subi, à des degrés divers, des exactions commises par des militaires et des mercenaires. D'où les pleurs, les silences, les crispations du visage. Mais ces victimes ont librement pris la parole : « pourquoi ne peut-on pas aller parler de nos souffrances à la Radio télévision ivoirienne ? », disait l'une d'entre elles tandis qu'une autre ajoutait : « ça sortira une fois la guerre terminée ».

Jeudi 4 novembre : reprise des combats et fin d'enquête

- 15 Le jeudi 4 novembre, au matin, je côtoie au Plateau des dizaines de « jeunes patriotes » au pied des tours administratives, où j'ai rendez-vous au 28^e étage avec le directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale. Rien que, de très diplomatiques propos furent échangés avec ce cadre FPI⁹. Pourtant, la dernière passe d'arme symbolique sur le front scolaire remonte au vendredi 22 octobre, quinze jours avant les premiers bombardements. Elle eut lieu au Lycée Sainte-Marie, haut lieu de l'élitisme scolaire et social ivoirien et tribune des discours éducatifs officiels. Devant les syndicats d'enseignants partisans du Front populaire ivoirien, le ministre a renoncé au statut d'enseignant des étudiants bénévoles au Nord, mit en doute la tenue des examens prévus en novembre, discuté de l'éventualité d'une fermeture des écoles dans les territoires sous contrôle des forces rebelles¹⁰.
- 16 Après trois semaines de contacts avec des bailleurs de fonds et des familles de déplacés, j'entends, pour la première fois, la rue dicter son slogan de reconquête du pays devant l'état-major des armées, à coups de concerts et de discours. J'hésite à descendre, le directeur de cabinet me rassure : « ce sont des jeunes, venus aguerrir nos soldats ». Il est 10 heures, le quartier du Plateau n'est pas bouclé. Juste le temps de déposer au ministère de la Solidarité une demande d'autorisation d'enquête dans les centres sociaux et, de retour en Zone 4, j'apprends que l'aviation ivoirienne a bombardé Bouaké et Korhogo.
- 17 Le vendredi 8 novembre, rédaction d'un rapport de mission : j'insiste sur l'accueil favorable réservé à l'enquête de terrain à Koumassi, la disponibilité des bailleurs de fonds, la rencontre avec un cadre du FPI au ministère de l'Éducation nationale.

D'une terrasse en Zone 4 : la tourmente abidjanaise

Affrontements, chasse à l'étranger et sécurisation

- 18 Samedi 6 novembre, vers 13 heures. Seul, dans la case de passage de l'Institut de recherche pour le développement (IRD), en Zone 4 (Abidjan sud), coupé de RFI saboté depuis jeudi, j'entends gronder des armes lourdes du côté de l'aéroport. Déduction immédiate : des combats opposent l'armée française et l'armée ivoirienne. Téléphone : l'assistant technique en « éducation » de l'ambassade m'annonce : « les deux sukhoï de l'aviation ivoirienne viennent de bombarder un camp militaire français à Bouaké. En riposte, l'armée française les a abattus à l'aéroport de Yamoussoukro ». Il poursuit : « les jeunes patriotes sont dans la rue, armés depuis hier soir par les soldats ivoiriens ». Très vite, une seule idée : ne pas rester seul, prévenir le représentant du centre, par chance sur place. Il m'offre le choix : rester ou partir avec lui. Je prends la décision de partir. Les tirs à l'aéroport cessent, il faut se mettre en sécurité.

- 19 Nous fonçons vers le boulevard de Marseille dans l'espoir de rejoindre l'immeuble du représentant situé dans une rue perpendiculaire. Voici un bref échange de points de vue entre le représentant de l'IRD à Abidjan et moi-même : « c'est une grosse erreur stratégique ce bombardement », pour moi « c'est logique ». Devant l'ONUCI, au bord de la lagune, les casques bleus bloquent l'accès au boulevard de Marseille et nous font signe de reculer. Comment pouvons-nous être refoulés par des casques bleus à 200 mètres de l'immeuble où nous serons en sécurité ? Un casque bleu africain nous met en joue. Tout le monde hurle : « vous êtes là pour nous protéger ou pour nous tirer dessus ? » L'ONUCI nous refuse un convoi d'escorte. Finalement, en refluant vers le boulevard Valéry Giscard d'Estaing, nous parvenons sans barrage à l'immeuble, rue Thomas Edison. Il est 16 heures.
- 20 Les résidents de cet immeuble sont des Européens. Le temps joue contre nous : il faut remplir une glacière, boucler de petits sacs. Décision est prise de se réfugier chez un entrepreneur en haut de l'immeuble, dans un spacieux appartement en terrasse qui domine tout Abidjan. Sur la porte blindée, l'inscription « machinerie d'ascenseur » fait diversion. L'appartement offre un panorama splendide et une authentique table d'orientation : au nord, les ponts, le Plateau, l'hôtel Ivoire ; au Sud, l'aéroport.
- 21 Au crépuscule, nous sommes sept Français. De la terrasse, nous voyons des véhicules circuler : les « jeunes patriotes » ont réquisitionné des taxis et des bus pour « libérer l'aéroport ». Les tirs ont repris au 43^e Bima et à l'aéroport. Il faut s'organiser, chaque détail compte : un ordinateur branché pour le « tchat » avec les voisins du quartier (ils nous tiennent au courant des mouvements des groupes de « jeunes patriotes ») et les dépêches ; des fenêtres couvertes de cartons, de la lumière tamisée ; sur la terrasse, nous marchons à couvert ; les téléphones portables ne cessent de sonner.
- 22 Les « patriotes » montent à l'aéroport, nous anticipons : « chicotés » par l'armée française, ils vont bientôt refluer en Zone 4, ivres de vengeance, d'autant plus que les deux ponts, de Gaulle et Houphouët-Boigny, ne sont pas sécurisés. Cette libre circulation des « jeunes patriotes » angoisse. Nous montons des tours de garde. On entend des coups de feu sporadiques, à proximité. Les groupes de « patriotes » sillonnent le quartier, leur butin sur le dos. Certains d'entre eux sont ivres, armés de battes de base-ball, de bouts de bois, plus rarement d'armes à feu. Les groupes vus depuis la terrasse rassemblent 50 à 70 individus. Ils crient leur haine des Blancs. La chasse aux étrangers a commencé. Nous égrenons les bulletins de RFI : du salon à la terrasse, voilà un nouveau périmètre de vie avec vue sur le grand Abidjan.
- 23 Des groupes de « patriotes » sillonnent le quartier, certains stationnent au pied de l'immeuble. Ils frappent au portail avec leur gourdin alors que nous communiquons par téléphone avec le voisin d'en face, lui conseillant de rester calme et, surtout, de ne pas leur tirer dessus, sinon en guise de sommation. Dehors, d'autres « jeunes patriotes » refluent de l'aéroport vers la Zone 4. D'autres encore venus en renforts tentent de franchir les ponts. Les hélicoptères de combats, invisibles malgré la nuit claire les en empêchent, avec succès malgré les canons antiaériens. On apprend à distinguer le bruit des grenades assourdissantes de celui des grenades réelles (plus rare), les tirs au canon mitrailleur de 20 millimètres ponctués de balles traçantes rouges, un spectacle de feu d'artifice. « C'est pathétique de voir une armée moderne frapper de la sorte, même si les patriotes l'ont bien cherché », ne peut-on pas s'empêcher de dire.
- 24 Le dimanche 7 novembre, nous appelons, depuis la terrasse, les hélicoptères français dont les rondes rapprochées autour des toits activent l'espoir d'un hélitreuillage. Peine

perdue : ils déposent des blessés au 43^e Bima et à la Pergola improvisés en camps de regroupement avant évacuation. Cela ne freine pas l'envie de partir. Les familles de l'immeuble et le voisinage rejoignent l'appartement le matin, non pas parce qu'il est sécurisé mais parce que la consigne au regroupement a été donnée aux chefs d'îlots. En tout, nous sommes une quinzaine dans l'appartement, forts différents (sociologiquement parlant) et tous suspendus, le soir, au discours tardif de Laurent Gbagbo. L'appel au calme convainc les uns, déçoit les autres.

- 25 Épuisé, je repense au discours de Mamadou Koulibaly, prononcé le jour même à la Radio télévision ivoirienne. Deux points, sur le moment choquants, ressortent : d'abord « l'adversaire est Chirac et non Soro et rien ne prouve que les forces armées de CI ont attaqué le camp militaire français de Bouaké » ; ensuite : « en deux ans, le régime Gbagbo a dépensé 230 milliards pour former et armer les forces militaires ivoiriennes qui ont mis en pratique le désarmement par la force ».
- 26 La Zone 4 est désormais sécurisée.

Au-delà des ponts, l'hôtel Ivoire

- 27 Lundi 8 novembre. La maisonnée se réveille tôt et chacun retourne dans son appartement avec ses sacs. Un coup d'œil en terrasse et les bulletins de RFI en longues ondes font comprendre que la partie va se jouer à Abidjan Nord, de l'autre côté des ponts, notamment vers Cocody, l'hôtel Ivoire, l'hôtel du Golfe, la Riviera, la Riviera-Palmeraie. Les populations étrangères continuent de subir des exactions de la part des « jeunes patriotes », parfois aidés dans les pillages par des « corps habillés ».
- 28 Le soir, à la RTI, un « point de presse » entre les généraux Doué (FANCI)¹¹, Poncet (Licorne) et Fall (ONUCI), en présence de Mamadou Koulibaly, à l'hôtel Ivoire, nous fait découvrir, depuis la Zone 4 où nous sommes toujours cantonnés, la gravité des événements de la journée. Mamadou Koulibaly demande des comptes. Poncet dément toute tentative de renversement du régime Gbagbo : la rumeur de la ville a donc orienté les foules – pas seulement les « jeunes patriotes » – vers l'hôtel Ivoire autour duquel les chars français venus de l'intérieur ivoirien ont été déployés ; Doué attire l'attention sur le fait de ne pas croire aux rumeurs : il mésestime leur puissance ; en conclusion, tous prévoient la formation de patrouilles « mixtes » de sécurisation des quartiers, ce qui sera à peu près le cas en zone 4.
- 29 Mardi 9 novembre. Impossible de me réveiller avant 14 heures. C'est un contre-coup. Une journaliste de ma connaissance appelle du Plateau : cela fait quatre jours qu'elle n'est pas rentrée chez elle. A la RTI, je vois pour la première fois un reportage faisant état des « braves patriotes venus combattre à mains nues l'armée coloniale française ». La propagande et les appels à la mobilisation meurtrière fusent à la Radio télévision ivoirienne. C'est vrai, les patriotes souffrent, l'armée française tire sur eux à balles réelles autour de l'hôtel Ivoire : à l'antenne, Blé Goudé, le « général » des milices, ne demande même plus d'argent, du pain, de l'eau pour fortifier ses troupes. Tenir la rue obsède les milices.
- 30 Les tenants du régime et de la rue enchaînent des discours à la RTI : celui de Mamadou Koulibaly avec comme thème-phare la Côte-d'Ivoire comme « nouveau Vietnam de la France », celui du ministre de l'Intégration, Théodore Meg El, invitant les rebelles à descendre sur Abidjan pour « libérer le Sud de l'oppression française » ; celui d'une

femme « patriote » : les rebelles, auteurs des pillages, ont infiltré les « patriotes » ; celui de Blé Goudé : ne pas se tromper de cible, ne pas agresser les « pauvres Français » ; celui encore du conseiller général de Vavoua distribuant de fortes sommes aux personnels de la RTI, et aux chefs des « jeunes patriotes ». En fait, ces discours de propagande et d'appel à l'organisation de la rue pointent pour principales références des périodes de l'histoire de France : la Révolution française, la Terreur exclusivement ; la seconde guerre mondiale, la collaboration uniquement, puis la « colonie » dans sa version de conquête militaire, enfin le Vietnam. Le plus frappant dans ces montages truqués de l'histoire est l'absence de référence à l'histoire politique de la Côte-d'Ivoire des années quatre-vingt-dix.

- 31 Au téléphone, le soir, mon amie journaliste à l'AFP, me donne le numéro du PC Licorne. J'appelle pour me faire enregistrer puisque l'Ambassade ne répond pas.

Partir : une idée fixe

- 32 Le mercredi 10 : première sortie de l'immeuble depuis le samedi. La quasi-totalité des familles de l'immeuble, moi y compris, se dirige vers le camp de l'ONU ouvert sur le boulevard de Marseille, au maquis de la Gorge d'Or. Unanimes, nous refusons l'enregistrement, préférant le confort de l'immeuble aux conditions moins enviables de ce camp. Les trois camps, 43^e BIMA (armée française), Pergola et Gorge d'Or (ONUCI) regorgent de personnes, pillées, traumatisées voire violées, souhaitant l'évacuation par les avions Air France. Le premier départ vers Paris a eu lieu la veille.
- 33 Une visite à un religieux français du collège Notre-Dame d'Afrique, situé à Biétry – un quartier particulièrement touché par les pillages – me permet d'apprendre ceci : les incendies d'écoles françaises dans la partie Sud du pays entraînent la fermeture jusqu'à nouvel ordre des autres écoles françaises ; la réouverture des écoles ivoiriennes est prévue pour le mardi suivant ; des parents d'élèves fortunés inscrivent leurs enfants dans les capitales limitrophes.
- 34 Jeudi 11 novembre. Les vols commerciaux continentaux africains reprennent. L'achat des premiers billets pour Cotonou à l'agence Air Mauritania le confirme. Avec peu de chance d'être évacué au motif d'être célibataire et sans enfant, j'expérimente par curiosité, un premier séjour au 43^e BIMA : les conditions d'accueil sont minimales. Un couple d'entrepreneurs proches de la retraite, avec lequel, sans la présence de journaliste, je peux m'entretenir, raconte leur départ précipité le mercredi 10 novembre de Cocody (on ne pouvait plus tenir), l'aide reçue d'un gendarme ivoirien les conduisant à la première position militaire française, la traversée de la lagune sur des embarcations, l'arrivée au camp. Après « trente ans d'Afrique », ce couple rentre en France avec 8 kilos de bagages chacun, soulagé.
- 35 Vendredi 12 novembre. Les personnels de l'Institut de recherche pour le développement reprennent leur poste. Abidjan redevient une capitale d'une apparence normale avec la reprise des activités économiques. Mais le boulevard Valéry Giscard d'Estaing est un désastre de pillages. Je file à l'aéroport, espère prendre le vol Air Mauritania, annulé. La compagnie Cameroun Airlines vend des billets pour Dakar avec un départ le jour même, j'en achète un et retourne au 43^e BIMA. A 14 heures, médusé par les moyens militaires du camp, je rejoins le représentant de l'IRD, direction l'aéroport. Là, il faut attendre 5 heures, billet d'avion en main. Le chef d'escale laisse passer les passagers sur liste d'attente. Le départ est remis au lendemain, peut-être. Retour à l'immeuble en Zone 4.

- 36 Samedi 13 novembre. A l'aéroport tôt le matin, j'obtiens un billet Air Mauritania pour Cotonou. L'avion arrive. Je vis ce départ comme une délivrance.
- 37 Dimanche 14 novembre, deux buts : goûter aux charmes de ce week-end cotonais et partir effectivement pour Paris sur le vol Air France de minuit vingt. L'heure arrivée, l'avion rempli de rapatriés décolle et mes pensées vont vers les Ivoiriens de ma connaissance : beaucoup d'entre eux ont peur et n'ont pas voix au chapitre.
- 38 Cette enquête non finie soulève de nombreuses questions sur les capacités des acteurs locaux et internationaux à « faire l'école » en temps de conflit. Le conflit ivoirien – là réside pour le moment une de ses spécificités – s'accompagne d'un maintien relatif de l'ordre scolaire, le volontarisme éducatif des personnes interviewées à Koumassi le montre suffisamment. Cependant cet ordre scolaire n'est plus le même partout et, même si le programme d'enseignement continue d'être « national », ses assises sociales et politiques ont changé de nature du fait du conflit. J'espère pouvoir reprendre cette enquête dans un futur proche car la continuation de ce travail signifierait que la reconstruction politique de la nation ivoirienne a pris le pas sur une guerre désespérante.
- 39 Éric Lanoue

NOTES

1. Éric Lanoue, 2004. « L'école à l'épreuve de la guerre. Vers une territorialisation des politiques d'éducation en Côte-d'Ivoire », *Politique Africaine*, 92 : 129-143.
2. La Banque a cessé de décaisser en Côte-d'Ivoire en mai 2004, après avoir promis de financer des manuels scolaires.
3. En 2003, le ministre de l'Éducation nationale décréta la fermeture des écoles au Nord. L'UNICEF et le PAM ont distribué la même année des kits éducatifs et de rations alimentaires au Nord.
4. Les accords d'Accra III annonçaient la date du 15 octobre. Deux jours avant, le porte-parole de la rébellion, Sidiki Konaté, annonçait qu'il n'y aurait pas de désarmement. *Fraternité Matin*, le 13/10/04.
5. Depuis le déclenchement du conflit l'UNICEF a créé un « groupe sectoriel éducation » fort de 21 ONG nationales et internationales. L'ONG avec laquelle nous avons travaillé à Koumassi n'en fait pas partie.
6. En mars 2004, le HCR estimait à environ 550 000 personnes la population déplacée en Côte-d'Ivoire. 120 000 vivent à Abidjan.
7. Soit 4 574 euro.
8. *Notre Voie*, 17/06/04, « Voici comment les 130 millions CFA seront répartis ».
9. FPI : Front populaire ivoirien, fondé par L. Gbagbo en 1990 et parvenu au pouvoir lors des élections contestées d'octobre 2000.
10. La rédaction d'un journal de l'opposition non encore saccagée titrait alors : « Amani pousse les syndicats à la révolte », *Le Patriote*, 23/10/04.
11. FANCI : Forces armées nationales de Côte-d'Ivoire.

AUTEUR

ÉRIC LANOUE

MSH Aquitaine